



PRESSION OU PAS PRESSION ?

Moins d'une semaine après la visite protocolaire de la direction dans les SIE et SIP nantais, rapide retour à la réalité pour les collègues.

Fini les « on ne vous met pas la pression » et place à « **le décroché téléphonique doit être assuré tous les jours, matin et après-midi, avec une durée minimale de 30h00 par semaine.** » La direction locale ressort une circulaire de Bercy datant de décembre 2020 qui remet en avant l'importance de répondre au téléphone dans le cadre de « la stratégie de la relation aux usagers ». Vu la situation des emplois dans les services cités et leurs difficultés extrêmes à remplir leurs missions, était-ce vraiment le moment d'en rajouter en rappelant des consignes inapplicables au vu de la situation de l'emploi ?

Les grands génies de Bercy qui pondent ces notes ne doivent pas être au courant que d'autres grands génies de Bercy ont systématiquement saigné à blanc les effectifs. En espérant que ce ne soit pas les mêmes génies.

Les agent-es ne demandent pas mieux que de rendre un service public de qualité pour l'utilisateur, mais encore faut-il en avoir les moyens !

NOVAE ANTI CGT

Les camarades de la CGT Dircofi Centre Ouest avaient eu l'idée de créer une communauté sur Novae, outil collaboratif déployé dans toute la Dgfp. Bien mal leur en a pris visiblement puisqu'ils en ont été bannis rapidement au motif que « la charte d'utilisation de l'outil proscrit son utilisation à des fins syndicales... »

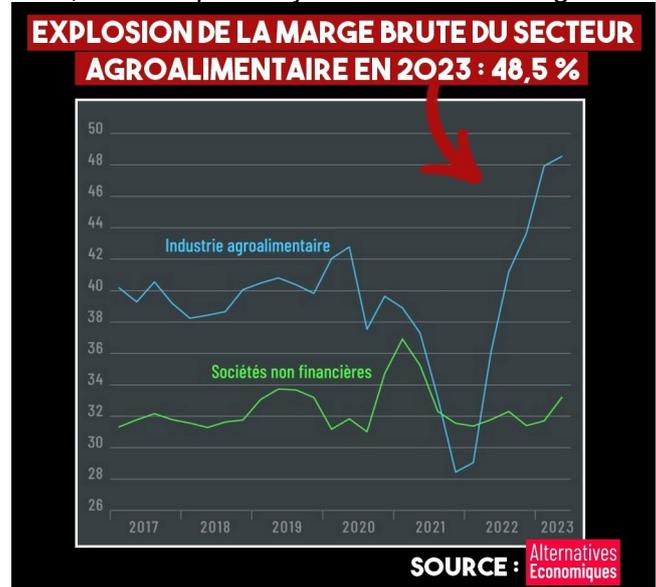
On peut s'étonner de cette éviction pour le moins discriminante et on a du mal à comprendre que des collègues ne puissent créer une communauté sur le thème de leur choix. À moins que pour les concepteurs de l'interface, être représentant-e du personnel et militant-e syndical-e, c'est être exclu-e ou paria de la Dgfp ?

Devons-nous entrer en clandestinité sur Novae ? Les sanglots longs de l'automne...

PROFITEURS DE CRISE

Contrairement aux vaines promesses du gouvernement sur le ralentissement de la hausse de l'inflation et bientôt la baisse des prix, la situation est loin de s'arranger. Et on a de plus en plus une idée du profil type des responsables, ceux qui anticipent la flambée des matières premières mais tardent toujours à répercuter les baisses. Même le FMI, entre autres l'a dénoncé. En tête de liste des suspects vient le secteur de l'agro in-

dustrie, secteur qui a toujours de bonnes marges :



« Faute de concurrents, des entreprises répercutent plus que la hausse de leurs coûts afin de s'accorder des marges confortables » écrit le journal @AlterEco_. En particulier les grandes surfaces et tout le secteur agro-alimentaire. »

Juste choquant quand de plus en plus de français-es en sont réduits à sauter des repas faute de moyen. Jusqu'à quand ?

FONCTIONNAIRES PRENANT DE LA HAUTEUR

Le collectif « Nos services publics », composé de hauts fonctionnaires, vient de sortir une nouvelle analyse décoiffante.

En partant du paradoxe des tensions dans les services publics, souvent au bord de craquer, alors que les moyens financiers et humains ont fortement augmenté ces 20 dernières années, ils font le constat chiffré qu'en fait l'évolution des services publics n'a pas suivi celle des besoins sociaux.

Plus d'étudiant-es, plus de maladies chroniques, plus de vieux, plus de déplacements, moins de guichets... Les moyens des services publics n'ont pas suivi, marqués par l'injonction à la baisse des dépenses (- d'impôts, - de fonctionnaires).

Cet écart croissant entre moyens et besoins est renforcé par la part croissante des services privés qui viennent déstabiliser les services publics. Tout en étant financé par de l'argent public ! Cela conduit à une marchandisation croissante de la réponse aux besoins, à une hausse des inégalités et à une rupture avec la population et les agent-es.

Pour le collectif, il y a urgence à choisir entre deux modèles de société non compatibles.

nosservicespublics.fr